Captivité et retour de captivité dans la Rome impériale

Yann Rivière

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3446>

DOI : 10.4000/ccrh.3446

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 avril 2008

Pagination : 209-223

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Yann Rivière, « Captivité et retour de captivité dans la Rome impériale », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 42 | 2008, mis en ligne le 03 novembre 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3446> ; DOI : 10.4000/ccrh.3446

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Captivité et retour de captivité dans la Rome impériale

Yann Rivière

- 1 Les frontières de l'Empire romain ont été rendues poreuses par les travaux des historiens et des archéologues depuis plus d'une trentaine d'années. À l'image d'un *limes* imperméable déroulant son ruban défensif depuis les vallons du Nord de l'Angleterre, jusqu'aux déserts de l'Arabie ou de l'Afrique, ont succédé des prises de vue variées mettant en relief la diversité des systèmes de protection et la multiplicité des contacts avec le monde extérieur¹. Les vestiges archéologiques (monnaie, céramique, etc.) en témoignent : les échanges avec les peuples voisins ou parfois même éloignés ont eu tendance à s'accroître au cours de la période impériale : que l'on pense à la route de l'ambre qui reliait, depuis Carnuntum, la zone danubienne à la Baltique ou encore au commerce qui, par la route transcontinentale et la voie maritime, a permis à Rome d'entrer en contact avec les mondes indien et chinois.
- 2 Toute quantification de cette circulation des biens demeure néanmoins très délicate. Quant aux déplacements des personnes, au-delà des marges de l'Empire, ils n'ont guère laissé de traces matérielles. On ne pourra pas identifier les porteurs des monnaies antonines qui, depuis l'atelier où elles ont été fabriquées sur les rives de la Méditerranée, ont achevé leur course dans le delta du Mékong. Sans envisager de telles distances, sans doute exceptionnelles au regard de la rareté des vestiges découverts, la mobilité des personnes demeure, de la même façon, difficilement identifiable sur des parcours plus limités. On ne saurait dire, pour combien d'allées et venues annuelles les portes du mur d'Hadrien se sont ouvertes en direction de l'Écosse.
- 3 Gardons cependant à l'esprit le paysage varié des limites de l'Empire et la carte des terres placées sous la domination de Rome au cours des premiers siècles de notre ère pour aborder un dossier normatif, celui du sort des prisonniers de guerre romains chez les Barbares. Aucune statistique n'est ici possible, quoique les textes littéraires attestent ponctuellement la présence de Romains détenus dans le *Barbaricum* ou encore la capture de milliers d'entre eux, à l'issue d'une bataille². Ce fut l'une des grandes préoccupations du droit appelé *postliminium* que de définir le statut de ceux qui après un séjour chez

l'ennemi revenaient éventuellement dans leur patrie. Certaines de ses dispositions sont très anciennes et remontent à l'époque archaïque, d'autres témoignent au contraire des évolutions de l'époque impériale. Les contradictions apparentes qu'elles recèlent et la complexité des cas de figure suscités par cette fiction juridique ont donné lieu à de nombreux débats chez les Modernes et une bibliographie considérable. Je ne reprendrai donc pas dans cette courte étude prospective les questions de fond soulevées par la doctrine juridique dans ce domaine et me contenterai plutôt de rassembler les quelques éclairages que le corpus des textes conservés dans le Digeste ou les codes, offre sur la circulation des personnes.

- 4 Dans la mesure où le passage de la frontière intéressait la condition de la personne, cette disparition momentanée ou définitive avait aussi des conséquences sur le plan du droit privé et des relations familiales. C'est cette « circulation » par ricochet, induite par le franchissement d'une limite mais produite à l'intérieur de celle-ci, que nous examinerons en premier lieu en considérant les conséquences statutaires et patrimoniales de la détention chez l'ennemi. La législation des empereurs s'est aussi efforcée de lutter contre le trafic des personnes qu'entraînait inévitablement, dans des sociétés modelées par l'esclavage, le rachat des prisonniers. Elle sera examinée ensuite, à partir de quelques cas singuliers. La démarche qui, aux siècles du paganisme, pouvait apparaître comme un devoir de *pietas* à l'égard de ses proches, est devenue, dès le milieu du III^e siècle au moins, une œuvre de charité comme l'ont soutenue des apologistes ou les pères de l'Église. Les communautés se sont mobilisées à l'initiative des évêques, et bientôt les successeurs de Constantin ont aussi légiféré dans ce domaine. Quelques textes qui l'attestent seront étudiés en troisième lieu.

Déplacements intrafamiliaux

Statuts, personnes

- 5 L'entrée en captivité et le séjour chez l'ennemi, hors du territoire contrôlé par Rome ou ses alliés, se traduisait par l'asservissement du captif, considéré sur-le-champ comme mort pour sa cité. Cette disparition affectait l'ordre familial tant du point de vue juridique que du point de vue patrimonial. Or, à cette perturbation initiale s'ajoutait la fiction suivant laquelle, s'il revenait, le captif était considéré comme n'ayant jamais été capturé, comme s'il n'était pas mort auparavant. Par exemple, en cas de retour du père, l'exercice de sa puissance était considéré comme n'ayant jamais été suspendu, de sorte qu'il bénéficiait en principe des acquisitions réalisées entre temps par ses esclaves ou par ses fils (Gaius, I, 129). La mort réelle du captif chez l'ennemi constituait un troisième cas de figure, puisque au regard du droit il était déjà mort le jour de son entrée en captivité : les actes juridiques accomplis par ses proches ou les dispositions concernant ses biens ne tenaient compte en principe que de la première date.
- 6 La règle première était simple : le fils était affranchi de la *potestas* paternelle, dès l'instant que le père s'était trouvé sous la *potestas* de l'ennemi³. Mais l'hypothèse d'un retour éventuel compliquait évidemment les situations et devait déboucher sur un grand nombre de litiges, comme le laisse entendre un juriste de la fin du II^e siècle de notre ère :

Si quelqu'un est pris par les ennemis, ceux qu'il a dans sa puissance, sont dans l'incertitude de savoir s'ils sont faits *sui iuris*, ou s'ils doivent être toujours comptés comme fils de famille : car si celui-là est mort chez l'ennemi, ils sont faits pères de

famille dès l'instant de sa capture, s'il revient, l'on considère qu'ils n'ont jamais été hors de sa puissance⁴.

- 7 Imaginons, poursuit ce juriste, que les fils aient bénéficié d'acquisitions (legs, stipulation ou *traditio*) pendant la captivité du père, que celui-ci revienne et que certains de ses fils, par sa décision, soient exclus de l'hérédité. Ce qu'ils auraient acquis entrerait-il dans la propriété du père et pourrait-il être redistribué à ceux qui ont été désignés comme ses héritiers ? Plutôt que de suivre, à la lettre, la règle du *postliminium* instituée par la loi Cornelia, le juriste affirme qu'il « est plus vrai » (*uerius est*) de considérer que ces acquisitions leur appartiennent en propre (*propria ipsorum*), plutôt qu'elles ne font partie de l'hérédité du captif. Le cas des acquisitions réalisées par les esclaves étant différent, puisque ceux-ci font partie du patrimoine du père et doivent y demeurer (*quia hi bonorum fuerint et esse perseuerant*).
- 8 La captivité avait enfin des effets sur le mariage puisque, selon le juriste Paul, « la femme ne peut pas être récupérée par son mari en vertu du *postliminium*, comme un fils est récupéré par son père ». Cela dépend de sa volonté et passé un délai légal, elle peut s'être remariée⁵. Sur le mariage, encore, un fils pouvait se marier en justes noces sans le consentement de son père captif en raison de « l'utilité publique des mariages » (*publica nuptiarum utilitas*). Mais si des enfants naissaient de cette union et si leur grand-père revenait, ils passaient immédiatement sous sa puissance⁶.
- 9 Qu'advenait-il des enfants de parents captifs, nés chez les ennemis ? Le lieu de naissance n'était pas un soi un obstacle au retour par le *postliminium*, à condition que l'enfant ait un père identifié (sous la puissance duquel il retombe) ou qu'il revienne avec ses deux parents. Car, suivant les empereurs Sévère et Caracalla (première décennie du III^e siècle de notre ère), si le père est mort en captivité et que l'enfant revient seulement avec sa mère, il est considéré comme bâtard *spurius*, « comme s'il était né sans qu'il y ait un mari » (*quasi sine marito natus*)⁷. La suite de ce rescrit témoigne d'une certaine rigueur, si l'on pense au sort des personnes concernées qui après l'épreuve de la captivité, tentaient de recouvrer leur statut ou leurs biens, en engageant une longue procédure auprès des autorités de la province. Le rescrit est adressé à Ovinus Tertullium, gouverneur de Moésie inférieure, province qui bordait la rive droite du Danube et les rivages de la Mer noire (une partie de la Roumanie actuelle) et dont les habitants, même en temps de paix étaient exposés aux razzias des barbares installés immédiatement sur la rive gauche du fleuve :

Une fille née en Sarmatie de deux captifs suit l'*origo* de son père, si ses deux parents sont revenus dans notre cité. En effet, bien qu'elle ne puisse à proprement parler disposer du *postliminium* parce qu'elle n'a pas été capturée [elle-même], cependant, le rétablissement des parents [dans leur condition antérieure] rend la fille à son père (*tamen parentum restitutio reddet patri filiam*).
- 10 La suite du texte témoigne des « limites de la fiction », lorsque le législateur lui-même la prend au pied de la lettre : si le père est tué par l'ennemi, la fille suit la condition de sa mère :

[...]car la fiction de la loi Cornelia qui institue des héritiers légitimes à celui qui est mort chez les ennemis ne s'applique pas à celle qui est née là-bas puisque son père est considéré comme étant mort au moment même où il a été capturé⁸.
- 11 Le texte qui vient d'être cité désigne le retour des parents par le terme *restitutio*, il est aussi utilisé pour le retour des exilés, qui signifie la réintégration dans la cité, le recouvrement du statut antérieur, plutôt que le déplacement physique d'un retour sur le territoire. Celui-ci ne suffisait pas, en effet, car si l'on peut considérer que légalement le

postliminium était automatique, encore fallait-il en cas de litige en particulier qu'il soit validé. Aussi, lit-on souvent dans les rescrits impériaux que les anciens captifs devaient s'adresser aux autorités de leur province, le gouverneur, pour valider leur statut : telle Patamon qui née d'une mère affranchie peu de temps avant sa captivité, puis revenue par le *postliminium*, s'inquiétait de savoir si elle était libre ou esclave. Les empereurs Dioclétien et Maximien lui ayant confirmé son statut de libre la renvoyèrent devant le gouverneur pour le faire valider⁹. Un captif revenu dans sa cité devait aussi éventuellement déposer une plainte devant l'autorité pour pouvoir récupérer ses biens en cas de dépossession ou de litige avec un tiers, qu'une absence prolongée ne manquait pas d'entraîner.

Patrimoines

- 12 La règle initiale dictée par le principe du *postliminium* était simple : le captif restitué dans son statut antérieur recouvrait tout son patrimoine. En cas de mort en captivité, ce patrimoine revenait à ses héritiers, y compris, comme on l'a vu, les acquisitions réalisées dans l'intervalle par les esclaves. En l'absence d'héritiers, l'ensemble des biens devenait propriété de l'État (*bona publica fient*)¹⁰. Or, suivant la durée de la captivité, en l'absence de possession effective, des propriétés ont pu être aliénées par voie d'occupation (*usucapio*). Comme en témoignent quelques rescrits d'époque tétrarchique (fin III^e siècle), les anciens propriétaires ont dû recourir à l'autorité publique pour faire valoir leur droit fondé sur le *postliminium*. Ils ont alors la possibilité d'intenter contre les possesseurs qui feraient valoir l'usage qu'ils ont de la chose une action en annulation (*actio rescissoria*)¹¹. Mais les choses pouvaient évidemment se compliquer avec le temps. Voici un fils dont le père serait mort en captivité mais qui serait lui-même parvenu à rentrer. Pour hériter, il doit prouver devant le gouverneur qu'il était bien sous la puissance paternelle lorsque la captivité s'est produite. À condition, écrivent Dioclétien et Maximien à un certain Gregorius « que tu n'aies pas laissé s'écouler un temps trop long entre ton retour et le dépôt de ta plainte, auquel cas l'action est prescrite »¹². Des considérations pratiques paraissent à la même époque atténuer l'application stricte des règles du *postliminium*, comme, par exemple, la prise en compte d'informations que l'on recevrait sur le sort du prisonnier en cours de captivité, alors qu'en principe seule devrait compter la date de son entrée en servitude chez les ennemis. Ainsi Dioclétien est-il amené à trancher un cas où l'une des parties s'est emparée des biens, dès la capture des parents, alors que le plaignant affirme savoir que ces derniers sont encore vivants (*cum cognatos tuos nondum postliminio regressos adfirmes, sed adhuc in rebus esse humanis*) : l'empereur gèle la situation en ordonnant de placer le patrimoine sous la surveillance d'un esclave public après en avoir averti le gouverneur¹³.
- 13 Combien de cas analogues ces empereurs ont-ils eu à résoudre après un demi-siècle de guerres ininterrompues au cours desquelles, les Perses parvinrent jusqu'à Antioche, la Gaule fut ravagée plusieurs fois, les Alamans assiégèrent Milan, les Goths Athènes ? Si la conservation dans le Code de Justinien de 23 réponses impériales d'époque tétrarchique concernant des restitutions consécutives à la captivité d'un individu est une statistique plus qu'honorable, aux yeux de l'historien de l'Antiquité, il faut supposer que des centaines probablement furent rédigées au cours des mêmes années et que les gouverneurs eurent eux-mêmes des milliers de cas identiques à traiter. Il faudrait encore savoir combien ont abouti et si l'effondrement des frontières, contemporain de la peste

qui ravageait l'Empire à la même époque eut pour conséquence une redistribution massive de la propriété.

- 14 Au milieu de troubles si importants et compte tenu de l'effort de guerre, le fisc impérial ne tardait pas sans doute à intervenir dans cette circulation des patrimoines. Au milieu du siècle suivant, la pression fiscale était devenue si forte que certains provinciaux, auraient même accueilli avec satisfaction les incursions barbares, allant jusqu'à envier le sort des captifs pris par les Alamans et emportés outre Rhin : *barbari desiderantur*, écrit le pangyriste de Julien en 362¹⁴. Quatre ans plus tard, Valentinien se veut rassurant :

S'il en est certains que la contrainte de la captivité (*necessitas captivitatis*) a enlevés, qu'ils sachent que s'ils n'ont pas fait défection (*si non transierunt*), mais ont été enlevés (*transducti*) par la contrainte de l'invasion ennemie, ils doivent se hâter vers leurs propres terres, pour récupérer d'après le droit du *postliminium*, ce qu'ils détenaient en terrains, en esclaves (*mancipia*) et en autres choses, bien qu'elles soient en possession de notre fisc. Que personne ne craigne l'obstacle d'une objection quelconque, dès lors que le seul objet de l'enquête est de savoir si l'on a été volontairement (*uoluntate*) avec les barbares ou sous la contrainte (*an coactus*)¹⁵.

- 15 La captivité a été surtout envisagée jusqu'à présent comme un état, et le *postliminium* comme le recouvrement d'un statut antérieur à cet asservissement. En effet, « il n'importe en rien », du strict point de vue du droit postliminien résumé par Florentinus « de savoir comment le captif est revenu » (*Nihil interest, quomodo captivus reuersus est*). Qu'il ait été renvoyé par l'ennemi (*dimissus*), qu'il se soit évadé par la force (*uis*) ou par la ruse (*fallacia*). L'énumération de ces trois voies de retour pourrait surprendre. Pourquoi Florentinus n'évoque-t-il pas, par exemple, la récupération du prisonnier par l'armée romaine ? Le retour grâce au courage des soldats (*uirtute militum*) est un cas de figure évoqué ailleurs¹⁶. C'est que son propos consiste seulement à mesurer la volonté de réintégration du captif, afin d'illustrer la règle suivant laquelle le retour dans la patrie signifie un acte de volonté : « car », dit-il, « il n'est pas suffisant qu'un homme soit revenu chez lui de corps (*corpore*), s'il n'est pas revenu par l'esprit (*mente*) »¹⁷. Outre les obstacles anciens liés à un code militaire de l'honneur (le déserteur ou celui qui a livré ses armes à l'ennemi ne peut revenir), cet acte de volonté est la seule condition posée à l'application automatique du *postliminium*. Et pourtant, si les conditions du retour n'intéressent pas directement le droit postliminien, les juristes ont été obligés de prendre en compte ces aspects matériels, en envisageant le cas où le paiement d'une rançon à l'ennemi constituait un obstacle à la réintégration du captif.

- 16 En principe, tel n'était pas le cas puisque la rançon est seulement considérée comme une facilité pour rentrer, qui ne modifiait en rien les règles envisagées précédemment : *redemptio facultatem redeundi praebet, non ius postliminii mutat*¹⁸. Son versement était un devoir de piété filiale. S'y soustraire était considéré par les juristes comme un acte aussi odieux que de laisser mourir de faim des ascendants ou des descendants¹⁹. On connaît au moins un exemple historique de mobilisation des familles : dans les années qui suivirent l'écrasement des trois légions de Varus dans la forêt de Teutobourg, en 9 ap. J.-C., selon Dion Cassius, certains soldats capturés par les Germains furent rachetés par leurs proches

²⁰.

- 17 Mais si les membres de la famille accomplissaient, en principe, cet acte de manière désintéressée, il fallait parfois le leur rappeler. C'est ainsi que Dioclétien répondant à une mère qui lui avait adressé une plainte, dut lui dire que si elle avait racheté son fils aux ennemis c'était pour se défaire de l'affliction qui l'envahissait (*de tristitia repudienda*), et non pour réclamer le remboursement de la somme qu'elle exigeait maintenant de son fils

²¹. C'est que le versement d'une rançon lorsqu'il n'était pas accompli par un membre de la famille liait le bénéficiaire de la rançon à celui qui l'avait versée jusqu'au remboursement de celle-ci. C'est ainsi que le rachat des captifs fit l'objet d'un trafic (*commercium*) dont on peut supposer l'ampleur, même si la nature du lien (*uinculum*) qui unissait l'acheteur à l'ancien captif fait encore l'objet de débats.

Captivité, rançon

La reconstruction de Ernst Levy

- 18 Le versement d'une rançon, considérée comme un *beneficium* par Cicéron ou par Sénèque, n'aurait-elle entraîné d'autre obligation pour le captif qu'un devoir de reconnaissance à l'égard de son bienfaiteur, durant toute la période qui s'étend jusqu'au milieu du Haut-Empire ? L'acheteur qui souhaitait recouvrer son argent n'avait-il d'autre recours qu'une action devant un tribunal ?
- 19 Prenant argument de ce que le texte de Florentinus n'envisage pas le remboursement du montant de la rançon par l'ancien captif à son acheteur, parmi les voies du retour, le juriste Levy a supposé que la mesure aurait été introduite nécessairement après la rédaction de ce texte, publié dans les premières années du règne de Marc-Aurèle, en 166 précisément.
- 20 La première apparition d'un lien de dépendance dans un texte de Paul publié au commencement de l'époque sévérienne (197 ap. J.-C.) fournit alors à Levy un *terminus ante quem*. L'obligation pesant sur le captif de rembourser le montant de la rançon aurait été introduite entre ces deux dates. Le texte envisage en effet l'hypothèse suivante : si quelqu'un a acheté un captif aux ennemis et cède à un autre le droit de gage (*ius pignoris*) [qui pèse sur le captif] à un prix plus élevé que celui de la rançon, celui qui a été racheté ne doit pas s'acquitter auprès du nouvel acheteur de la somme versée au cours de cette seconde transaction, mais seulement du montant de la rançon. Le second acheteur a une action contre le vendeur²².
- 21 Cette indication reflèterait donc l'existence d'un trafic de captifs, qui tombés pour une durée indéterminée dans la servitude étaient soumis à l'autorité de leur acheteur, jusqu'à l'acquiescement de la somme de la rançon. Ces captifs pouvaient être revendus par des intermédiaires, des marchands d'esclaves probablement, ceux que nous font connaître certaines inscriptions.
- 22 Or, les décennies qui séparent le premier texte du second couvrent en particulier le règne de Marc-Aurèle, au cours duquel, on le sait, l'empire romain s'est trouvé confronté à une attaque sur deux fronts : celui des Parthes en Orient, celui des Germains (Quades, Marcomans, Iazyges) sur le Danube. Des incursions eurent lieu jusque dans la plaine du Pô, la guerre fut longue et les prisonniers nombreux. Ainsi lit-on chez Dion Cassius que pour obtenir une paix séparée, les Quades, donnèrent beaucoup de chevaux et de bœufs, et promirent de rendre tous les transfuges (*automolous*) et les captifs, au nombre d'environ treize mille d'abord, et le reste dans la suite[...] ²³.
- 23 Ou encore :
L'empereur avait l'intention de détruire complètement [les Iazyges] ; car la force qu'ils possédaient encore et les maux qu'ils avaient causés aux Romains purent être appréciés par cent mille captifs qu'ils rendirent, captifs qu'ils avaient en leur

possession, malgré le nombre de ceux qu'ils avaient vendus, et de ceux qui étaient morts, et de ceux qui s'étaient enfuis²⁴.

- 24 Ainsi donc, l'urgence de la situation aurait conduit le pouvoir impérial à favoriser un commerce qui constituait un moyen, parallèle aux clauses des traités, pour ramener les captifs. Nous tiendrions donc ici un cas particulièrement flagrant d'adaptation du droit privé à l'évolution de la société et de la conjoncture militaire.

Critique de la thèse de Ernst Levy

- 25 Cette reconstitution séduisante, publiée en 1943 a souvent été suivie depuis, ne serait-ce qu'en raison de l'autorité de Levy. Elle est pourtant très fragile, au moins pour deux raisons d'invraisemblance : l'État romain aurait-il entravé à ce point le droit postliminien en autorisant l'asservissement du citoyen ? Aurait-il encouragé le trafic d'hommes libres, alors qu'à la même époque la législation sur le plagiat ou les esclaves fugitifs s'acharnait à lutter contre ce type de fraude. Cette thèse serait aussi infondée, d'un point de vue juridique, comme l'a montrée il y a une dizaine d'années Alberto Maffi, à l'appui d'une argumentation philologique très échafaudée²⁵. Je n'y entrerai évidemment pas ici, sinon pour souligner trois points :
- 26 – Une comparaison avec le droit grec montre que, depuis l'origine, à Rome, la personne du captif était tenue à un remboursement ;
- 27 – le texte qui aurait introduit un lien de dépendance, la fameuse loi sur les rachetés (*constitutio de redemptis*) ne viserait que des esclaves ;
- 28 – enfin, le lien de dépendance entre le captif racheté et celui qui avait versé la rançon n'était pas celui d'un esclave à un maître. Il n'introduisait aucune obligation à un travail, mais imposait une contrainte légale sur le racheté – en particulier en termes de droit testamentaire – qui formait une incitation au remboursement du montant de la caution.
- 29 Ce dernier point est essentiel du point de vue de la circulation des biens et des personnes entre l'Empire et le Barbaricum. Si un captif de naissance libre pouvait être à l'issue du paiement de la caution considéré comme un esclave, le monde barbare serait devenu un pourvoyeur de main d'œuvre servile pour le plus grand profit des marchands qui se rendaient sur les marchés du lime.

Indétermination du statut

- 30 Une première série de textes permet d'établir une opposition entre la servitude, d'une part, la condition du captif racheté de naissance libre, d'autre part. La distinction la plus nette est formulée par Gordien III en 241 :
- Ceux qui ont été rachetés aux ennemis, jusqu'à ce qu'ils se soient acquitté du montant [de la rançon] (*pretium*) paraissent avoir été placés dans une affaire [en recouvrement] de gage (*in causam pignoris constituti*), plutôt qu'avoir été précipités dans la servitude (*in servilem condicionem [...] detrusi*)²⁶.
- 31 L'empereur précise encore qu'une fois la somme versée, « il est clair qu'ils sont rétablis dans leur situation antérieure (*pristina condicio*) ». Puis il répond précisément à la question qui lui avait été posée :
- [...] par conséquent, si vous vous êtes mariés à une captive libérée du lien du gage (*uinculum pignoris*), vous n'avez rien à redouter concernant son statut ni celui des enfants que vous aurez eus.

- 32 Cette absence de transmission aux enfants nés après la captivité est réaffirmée plusieurs fois : elle s'oppose évidemment à l'hérédité de la condition servile²⁷. De même, l'extinction de la dette de la femme qui épouserait celui qui l'a rachetée signifie que le mariage l'emporte sur le *ius pignoris*, alors qu'il ne pourrait pas effacer une condition servile²⁸. Enfin, la possibilité donnée à une personne revenue dans sa patrie par voie de *commercium*, de revendiquer son patrimoine avant même le versement de la caution, pour pouvoir justement la payer, témoigne d'une reconnaissance de la propriété et d'une possibilité d'agir en justice éloignées des règles de l'esclavage²⁹.
- 33 Au même moment l'effort conduit par la chancellerie impériale pour distinguer la prise à titre de gage d'une servitude pure et simple semble refléter l'ambiguïté d'un statut qui se prêtait certainement à des abus. Le même texte qui se réfère au gage, en le définissant comme un lien (*uinculum*) désigne aussi cet état par l'expression *in seruitutis iugo* (sous le joug de la servitude)³⁰. Un autre précise que le captif revenu par d'autres moyens qu'une rançon doit être rétabli immédiatement dans son statut de libre (*ingenuitas*) : sous-entendu dans la situation contraire il tombe dans la servitude³¹. Avait-il été sauvé par le « courage des nôtres », le *uirtus nostrorum* ? Dans le texte où il emploie cette expression, l'empereur Dioclétien demande au soldat de se conduire en protecteur (*defensor*) des captifs, plutôt qu'en maître (*dominus*) et rappelle encore une fois que les prisonniers qui ne sont pas rentrés par voie de *commercium* doivent immédiatement retrouver leur statut antérieur (ceux qui étaient esclaves étant rendus à leur maître). Ce texte en dit assez long sur la conduite des armées. Il faudrait confronter ces principes aux règles de prise de butin en vigueur à la même époque. Que sont devenus par exemple les milliers d'Italiens repris à l'ennemi au cours d'une opération que l'inscription d'Augsbourg commémore dans une dédicace à la « sainte déesse Victoire ». Les 24 et 25 avril 260 une colonne de barbares mal identifiés (*gentis Semnonum siue Iouthungorum*) qui avait pillé la plaine du Pô s'en retournait avec plusieurs milliers de civils italiens « prisonniers » (*multis milibus Italarum captiuorum*)³². Ils furent arrêtés avant d'avoir retraversé le Danube, probablement dans l'actuelle Souabe, par la bravoure des contingents de la province de Rhétie renforcés par des troupes venues du Rhin. Les prisonniers furent arrachés à leurs mains (*excussis*). Or, l'on pourrait se demander si derrière l'exaltation officielle de cette libération, ces captifs éparpillés et pris au milieu des combats rentrèrent immédiatement chez eux pour s'adonner à la reconstruction de leurs pénates ou si leur avenir fut moins radieux.
- 34 Les textes qui distinguent la servitude proprement dite du lien créé par la rançon pourraient laisser supposer que le captif (d'origine libre) a parfois accom- pli un travail au profit de son libérateur. Sur ce point la révision d'Alberto Maffi est peut-être un peu rapide. Certes l'accomplissement d'une tâche n'est pas explicitement reconnue comme une obligation induite par le paiement de la rançon, ni comme un moyen de s'en libérer avant les premières années du v^e siècle. Cependant, l'effort normatif des empereurs mérite encore d'être examiné, puisqu'il est révélateur d'abus courants. Dioclétien précise ainsi que celui qui s'est libéré du montant de la caution, ne doit pas être considéré comme un affranchi (*non libertus effectus*) et que ses fils ne sont tenus par aucun devoir d'*obsequium* auprès de celui qui l'avait racheté³³.
- 35 Ailleurs, si l'on écarte l'hypothèse d'un service rendu, il pourrait paraître surprenant de lire que l'auteur du versement de la rançon refuse, contre toute légalité, de recevoir le remboursement (*pretium*) qui lui a été présenté par l'intéressé ou par d'autres (probablement des personnes de l'entourage), pour sa libération³⁴.

36 Enfin, une situation très concrète exposée dans un autre rescrit de Dioclétien pourrait être l'illustration de l'intérêt qu'il y avait à retenir une personne en dépit de son statut. Le texte s'ouvre ainsi : *Foedissimae mulieris nequitia permouemur* : « Nous sommes ébranlés par la débauche d'une femme très criminelle ». Le trouble de l'empereur s'explique par le scénario suivant : la fille de l'auteur du rescrit, de naissance libre, autrefois captive chez l'ennemi avait été prostituée par celle qui l'avait rachetée. Elle a fui chez son père pour protéger sa pudeur et son honneur. Dioclétien lui répond :

[...] si le gouverneur de la province a confirmé par son enquête que l'injure dont il a été question a été infligée à ta fille par celle qui savait qu'elle était ingénue [entendons de naissance libre], puisqu'une personne de ce genre est indigne de recevoir le montant de la rançon à cause de l'horreur de sa détestable activité, même si le montant [du rachat] (*pretium*) n'a pas été compensé par cette odieuse contrainte (*miserabilis necessitas*), l'ingénuité de celle qui est née de toi étant conservée, tu objecteras la réponse que je t'indique à l'infamie de cette femme [de conduite] scandaleuse (*flagitiosae mulieris turpitudinem*)³⁵.

37 Trois observations qui pourraient guider la suite de cette enquête paraissent s'imposer :

- 38 - après son rachat, une captive ingénue a été détenue contre son gré ;
- 39 - la nécessité du rachat paraît si importante que le père s'adresse à l'empereur à ce sujet au lieu d'intenter une action criminelle contre la proxénète ;
- 40 - enfin et surtout, Dioclétien admet de manière implicite qu'un travail pouvait servir au remboursement d'une rançon, puisque ici cette possibilité n'est écartée qu'en raison du caractère odieux de la prostitution (*etiamsi pretium compensatum non est ex necessitate miserabili*).

41 Par conséquent, si la nature précise du lien de dépendance, entre servitude et obligation née d'une dette, devrait être encore précisée, l'énumération des quelques cas rassemblés témoigne explicitement de l'existence d'un trafic (*commercium*), de la fréquence de l'assujettissement abusif de captifs de naissance libre, de l'astreinte probable de ces derniers à un travail. J'évoquerai enfin l'attitude nouvelle des Chrétiens qui en universalisant le devoir de rachat des captifs, précisément à une époque de guerres continuelles et d'effondrement des frontières, ont aussi tenté de lutter contre des formes de contrainte devenues fréquentes. Les évêques ont ici tenu la première place, tandis que la législation impériale, indéniablement inspirée par une morale de la charité, tentait d'introduire certaines règles de compensation qui constituaient autant d'incitations au rachat.

Les chrétiens et le rachat des captifs

42 Le rachat des prisonniers aux barbares tenu pour un acte de charité, comparable à l'assistance aux pauvres ou aux prisonniers, apparaît peut-être pour la première fois chez Cyprien, évêque de Carthage, au milieu du III^e siècle :

[...] en ce moment la captivité de nos frères doit être considérée comme notre captivité et la peine de ceux qui sont en danger comme notre peine, puisque par notre union, nous ne formons qu'un corps, et que, non seulement l'affection, mais aussi la religion doit exciter nos cœurs, et nous encourager à racheter les membres de nos frères³⁶.

43 Un peu plus bas, nous apprenons par la même lettre, que la cotisation du clergé et du peuple a permis de réunir cent mille sesterces³⁷.

- 44 À l'époque constantinienne dans les *Institutiones Divines*, Lactance souligne la particularité chrétienne de ce geste³⁸. Certes, reconnaît l'auteur, la démarche s'inscrit dans une tradition plus ancienne d'origine païenne (il cite Cicéron), mais elle est d'autant plus remarquable et désintéressée qu'elle ne sert pas des proches ou des voisins envers qui on est obligé, mais des inconnus.
- 45 Dans la deuxième moitié du IV^e siècle, à l'époque d'Ambroise, la mobilisation des Chrétiens par leurs évêques pour le rachat des captifs est une conduite établie de longue date. Le *De Officiis* a été rédigé après la dévastation de l'Illyrie et de la Thrace consécutive à la victoire des Goths contre Valens (mort dans la bataille), à Andrinople, le 9 août 378 :
- Combien de captifs étaient à vendre partout, dans tout l'univers ! Si on les ramenait, ne pourraient-ils pas atteindre le nombre des habitants d'une province ? Il y eut cependant des gens pour vouloir ramener à l'esclavage, même ceux que les églises avaient rachetés, gens plus rigoureux que la captivité elle-même, capables de porter envie à la miséricorde d'autrui. Eux-mêmes s'ils étaient arrivés en captivité, seraient esclaves, tout libres qu'ils sont ; s'ils avaient été vendus, ils ne refuseraient pas le service de l'esclavage (*si uenditi fuissent, seruitutis ministerium non recusarent*). Et ils veulent rompre la liberté d'autrui, eux qui ne pourraient rompre leur propre esclavage, à moins par hasard qu'il plût à leur acheteur de percevoir un paiement, auquel cas toutefois l'esclavage n'est pas rompu mais racheté (*nisi forte pretium recipere emptori placeret, in quo tamen non rescinditur seruitus, sed redimitur*). C'est donc une générosité toute particulière de racheter des captifs [...] ³⁹.
- 46 Le texte est doublement polémique. En premier lieu, Ambroise défend dans ces pages sa décision, contestée même par des Chrétiens, de faire fondre l'or et l'argent des objets du culte pour pouvoir racheter les captifs aux barbares. L'idée même du rachat, dit-il pour convaincre, est l'accomplissement sur terre d'une forme de rédemption : « C'est à cette fonction que devrait être utile l'or du rédempteur, à savoir de racheter des hommes en péril » (*Huic muneri proficere debuit aurum Redemptoris ut redimeret periclitantes*)⁴⁰. En second lieu, il s'attaque aussi manifestement à la pratique, reconnue plus haut, dans la législation d'exercer un trafic en réduisant les captifs en esclavage. Plus précisément encore, le texte d'Ambroise paraît signifier que des captifs, rachetés par l'Église, sont tombés sous la coupe d'individus peu scrupuleux qui les ont de nouveau réduits en esclavage : s'agit-il d'intermédiaires qui auraient procédé au rachat ou simplement de propriétaires terriens qui auraient profité de l'indétermination du statut de ceux qui avaient été un moment capturés par les barbares ?
- 47 En dépit de l'intervention des évêques, le rachat s'est encore prêté dans les décennies suivantes à des abus. En témoigne une loi d'Honorius (407 ou 408). À l'instar d'Ambroise, et suivant une idée probablement répandue désormais chez les chrétiens, l'empereur joue sur les mots en liant explicitement le rachat des captifs et la rédemption⁴¹. Cette loi contient sept dispositions :
- 48 – 1) Personne n'a le droit de détenir des captifs ; il faut les laisser rentrer chez eux ;
- 49 – 2) Ceux qui ont fourni aux captifs des vêtements ou de la nourriture pour assurer leur retour le font par *humanitas* et n'ont aucune compensation à exiger d'eux pour cela ;
- 50 – 3) Il faut faire une exception pour ceux qui ont fait l'objet d'un rachat. Il paraît juste en effet de rembourser ceux qui leur ont permis de retrouver leur statut puisque cette action répond à une exigence d'utilité publique (*propter utilitatem publicam*) ;
- 51 – 4) Pour que le rachat d'un captif n'apparaisse pas comme une perte, un dommage (*damnum*), le captif a deux solutions soit le versement du montant, soit pour une durée de

cinq ans l'accomplissement d'un travail (*labor*), d'un service (*obsequium*), ou d'une charge (*opus*) : alors s'ils sont nés libres ils pourront retrouver leur liberté ;

52 - 5)Après l'acquittement de leur dette ils pourront rentrer chez eux par le droit du *postliminium*, suivant les anciennes dispositions légales ;

53 - 6)Les éventuels contrevenants, responsables de détentions arbitraires, sont désignés explicitement comme les régisseurs de domaines terriens (*actor, conductor, procurator*) et menacés de confiscation ;

54 - 7)Une clause d'application sollicite l'aide des magistrats des cités proches de ces domaines (ils ont un devoir de surveillance), mais aussi plus généralement des chrétiens dont la *sollicitudo* est éveillée : *et ut facilis exsecutio proueniat, christianos proximorum locorum uolumus huius rei sollicitudinem gerere*.

55 Cette vigilance des Chrétiens signifiait évidemment en premier lieu la colla-boration des évêques, mais aussi de l'ensemble des croyants placés sous leur autorité. L'organisation et l'encadrement progressifs des communautés chré-tiennes avait permis la mise en place d'une logistique. Par exemple, afin d'éviter que des héritiers ne détournent le montant des legs ou des fidéicommissés laissés par le testateur à l'évêque pour le rachat des captifs, les personnes informées de tels faits sont invitées à les dénoncer aux autorités, suivant une formule édulcorée qui dissimule mal l'injonction, dans une loi de 466 :

Ceux qui ont appris cela, de quelque manière que ce soit, ont la libre faculté de la porter à la connaissance du gouverneur de la province [...] ou à celle de l'évêque de la ville [...] et qu'ils ne redoutent pas d'être [exposés] au soupçon et au nom de délateur, puisque leur loyauté et leur zèle ne sont pas sans être aussi louables qu'honnêtes et pareils à la piété, étant donné qu'ils auront porté la vérité et la lumière aux oreilles des pouvoirs publics⁴².

56 Captifs :

Ce nom s'applique au nombre toujours croissant de ceux dont les invasions viennent déraciner la vie. Par ce nom d'invasion il ne faut pas s'imaginer seulement l'époque où des afflux plus considérables de barbares vinrent se déverser sur l'empire, époque de sombre calamité, encore qu'on en ait, semble-t-il, exagéré l'horreur. Les invasions ont existé auparavant, à l'état endémique, tantôt sur un point, tantôt sur un autre de l'immense développement des frontières de l'empire. Au-delà des derniers postes occupés par des légions grouillaient des peuples divers, à peine un peu plus sauvages que les maîtres du monde, mais généralement nomades, vagabonds, insaisissables. Il arriva souvent, en temps de persécution, que pour fuir le bourreau, les fidèles n'avaient que la ressource de se mettre à la merci de ces bandes généralement mal disposées à l'égard de tout ce qui était romain puisqu'ils n'avaient rien que de fâcheux à attendre de Rome [...].

57 Le sombre tableau esquissé par H. Leclercq a le mérite d'une expressivité saisissante. Composé, voici un siècle, chacun de ses éléments « légions », « persécutions », « invasions », « frontières » a été visité et revisité et cette composition dramatique pourrait faire sourire désormais. Cependant, le paysage des frontières du monde romain pourrait encore être enrichi par une étude exhaustive du phénomène. Certes, l'histoire « matérielle » n'est ici envisageable qu'en passant au crible une documentation essentiellement normative. Comme nous y invitent les écrits des chrétiens de l'Antiquité tardive dont on saisiserait certainement les prolongements à l'époque médiévale, l'histoire de la détention ou de la disparition chez l'ennemi, du retour et de l'organisation du rachat, gagnerait à faire l'objet d'une approche de longue durée confrontant différentes civilisations.

NOTES

1. On se reportera, par exemple, au volume collectif publié il y a dix ans : *Frontières terrestres, frontières célestes dans l'Antiquité*, Aline Rousselle (éd.), Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, Paris, De Boccard, 1995. Plus particulièrement à l'article de J. M. Carrié, « 1994 : Ouverture des frontières de l'Empire romain », p. 31-53. Voir aussi Charles Richard Whittaker, *Frontiers of the Roman Empire. A Social and Economic Study*, Baltimore, London, Johns Hopkins University Press, 1994.
2. Parmi d'autres articles du même auteur sur ce sujet, Jerzy Kolendo, « Les influences de Rome sur les peuples de l'Europe centrale habitant loin des frontières de l'Empire », *Klio*, 63, 1981, p. 453-472.
3. *Digeste*, 49, 15, 11
4. *Ibid.*, 49, 15, 12, 1.
5. *Ibid.*, 49, 15, 8.
6. *Ibid.*, 49, 15, 12, 3. Cf. aussi *Digeste*, 49, 15, 14, 1 (ce texte évoque la nécessité d'un nouveau consentement après *postliminium*).
7. *Digeste*, 49, 15, 9 ; 49, 15, 25.
8. *Code de Justinien.*, 8, 50, 1.
9. *Ibid.*, 7, 14, 9, 1.
10. *Code de Justinien.*, 49, 15, 22 ; 22, 1.
11. 3, 32, 24 ; 7, 35, 6 ; 8, 50, 18.
12. *Code de Justinien.*, 8, 50, 9.
13. *Ibid.*, 8, 50, 3. Cf. aussi *Code de Justinien.*, 8, 50, 4.
14. Mamertin, *Pan.*, 11, 4, 2.
15. *Code de Justinien.*, 8, 50, 19 (=C. Th., 5, 7, 1).
16. *Digeste*, 49, 15, 21.
17. *Ibid.*, 49, 15, 26.
18. *Digeste*, 49, 15, 20, 2
19. *Ibid.*, 28, 7, 9
20. Dion Cassius, 56, 22, 4. La clause interdisant à ces prisonniers rachetés de revenir sur le sol italien a été récemment examinée par V. Lica (« *Clades variana* and *Postliminium* », *Historia*, 50, 2001, p. 496-501). Elle mériterait sans doute d'être réexaminée, car l'interprétation politique et idéologique « par défaut » ne saurait suffire à combler le silence des normes juridiques sur ce point. Comme dans bien des domaines du droit privé ou administratif, la particularité de l'Italie est constante, à l'époque d'Auguste en particulier (Cf. Claude Nicolet, « L'Italie comme cadre juridique », *Censeurs et publicains. Économie et fiscalité dans la Rome antique*, Paris, 2000).
21. C. I., 8, 50, 17, 1
22. *Digeste*, 49, 15, 19, 9
23. Dion Cassius, 71, 11, 2.
24. Dion Cassius, 72, 16, 1
25. Alberto Maffi, *Ricerche sul postliminium*, Milan, A. Giuffrè, 1992.
26. *Code de Justinien.*, 8, 50, 2
27. *Ibid.*, 8, 50, 8
28. *Ibid.*, 8, 50, 13
29. *Ibid.*, 8, 50, 15
30. *Ibid.*, 8, 50, 5

31. *Ibid.*, 8, 50, 5.
32. P. Le Roux, « Armées. Rhétorique et politique dans l'Empire gallo-romain. À propos de l'inscription d'Augsbourg », *ZPE.*, 115, 1997, p. 281-290.
33. *Code de Justinien*, 8, 50, 11. Il faudrait préciser ici le sens de ce mot à cette époque, puisque depuis longtemps s'en étaient détachées les *operae* (les tâches à accomplir auprès du patron). Signifiait-il seulement le respect dû par un fils à l'égard de son père ? Cf. Jean Andreau, « L'affranchi », *L'homme romain*, Giardina (dir.), Paris, 2002, p. 226 ; Georges Fabre, « *Libertus* ». *Recherches sur les rapports patron-affranchi à la fin de la République romaine*, Lille, Atelier repro. th. Univ. Lille 3 1982, p. 131. Le terme est employé dans la constitution d'Honorius dont le contenu est mentionné plus bas.
34. *Code de Justinien*, 8, 50, 6.
35. *Ibid.*, 8, 50, 7.
36. Cyprien, *Epistola*, 62, 1, 2.
37. *Ibid.*, 62, 3, 2.
38. Lactance, 6, 12.
39. Ambroise, *De officiis*, II, 70-71 (tr. Les Belles Lettres)
40. Ambroise, *De officiis*, II, 139
41. C. Th., 5, 7, 2 = C. I., 8, 50, 20. Cf. Sirmondienne 16.
42. C. I., 1, 3, 28, 5 (368).
-

AUTEUR

YANN RIVIÈRE

EHESS/Centre louis Gernet